

LA ROCHETTE

Elle se mobilise contre le libre-échange avec le Canada

Après les manifestations en Autriche, et celle massive, le 17 septembre, en Allemagne, les opposants au traité de libre-échange avec le Canada, le Ceta (comprehensive economic and trade agreement), se mobilisent en France samedi. En effet, les chefs d'états et de gouvernement des 28 pays de l'Union européenne doivent se prononcer, le 18 octobre, sur la ratification de ce traité commercial, et son application provisoire de trois ans.

Cécile Harroue, éleveuse de chèvres dans la commune de la Rochette, est l'une des personnes qui, samedi à 14 heures place Porte Neuve à Valence, se mobilisera contre le Ceta. Alors que cet accord entre l'Europe et le Ca-

nada serait destiné à faciliter les échanges commerciaux en prévoyant des normes communes entre ces zones, pour l'éleveuse, ce traité commercial « protège les multinationales au détriment de la souveraineté des peuples. Ils risquent de nous coûter notre démocratie, notre alimentation, notre climat, notre système de santé, nos industries et notre agriculture ».

« Nous n'avons pas besoin de plus de libéralisation »

Toujours selon elle, et l'ensemble des détracteurs, « l'agriculture européenne verrait arriver sur son territoire des centaines de milliers de tonnes de viande avec des exigences sanitaires et envi-

ronnementales bien différentes de celles de l'Union européenne, avec pour lourde conséquence la mise à mal de la santé économique des éleveurs déjà en crise. »

Ainsi, alors que d'un côté les défenseurs du traité font valoir que le développement des échanges entraînera une augmentation de la croissance, de l'autre côté, les voix s'élèvent pour dire : « Nous n'avons pas besoin de plus de libéralisation, dont on sait qu'elle profite surtout aux entreprises transnationales, mais au contraire de mettre en place des régulations internationales, donnant la priorité à la qualité des emplois et à la relocalisation des activités, ainsi qu'à la transition énergétique. »



Cécile Harroue, éleveuse de chèvres, évoque « la mise à mal de la santé économique des éleveurs déjà en crise ».